

Bilan de travail du Député fédéral Daniel Senesael

année parlementaire 2019-2020



Introduction

Ainsi se clôture l'année parlementaire 2019-2020. Voyant venir l'heure de vous dresser le bilan de mon travail réalisé au cours de cette première année de ma seconde mandature au parlement fédéral, me vient à l'esprit la multitude des événements survenus ces derniers mois. Les résumer en une dizaine de pages n'est pas ce que l'on pourrait appeler un exercice aisé. Ainsi que j'ai pu le souligner à de nombreuses reprises, le rôle de Député est sensiblement différent de celui de Bourgmestre. De ce dernier, on attend qu'il entreprenne des actions sur le terrain, lesquelles seront évaluées concrètement. *A contrario*, nous attendons du Député qu'il réalise un travail nettement moins visible et néanmoins essentiel : le contrôle de l'activité gouvernementale. Ayant été élu par le peuple, il me revient de lui fournir le compte rendu générique de mon travail parlementaire.

Cette année, mes actions ont principalement concerné les thématiques générales de l'Energie, de l'Environnement, du Climat, de l'Intérieur et de la Sécurité. Étant membre effectif des Commissions de l'Énergie, de l'Environnement, du Climat et de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration, des Matières administratives, j'ai pu formuler quantité de questions et d'interpellations et signer ou cosigner un grand nombre de propositions de loi, de résolution et d'amendement. Au gouvernement d'affaire courante, puis d'urgence, j'ai souhaité confronter un point de vue critique, mais toujours constructif, sur les différents sujets qu'il m'a été donné de traiter.

Si l'on se penche sur l'aspect chiffré de mon bilan, nous pouvons constater que 60 questions d'actualité et interventions, orales et écrites confondues, ont été adressées aux Ministres libéraux et chrétiens-démocrates. Sur ces 60 questions et interventions, 47% concernent des sujets énergétiques, environnementaux et climatiques, 45% des préoccupations liées à l'Intérieur et à la Sécurité. Les 8% restant portent sur les thèmes de l'Emploi, des Matières administratives et de la Mobilité. Nous pouvons également observer ma participation à 32 propositions de loi, de résolution et d'amendement. Celles-ci concernent, à hauteur de 41%, des thématiques énergétiques, environnementales et climatiques, et, à hauteur de 19%, des thématiques attachées à l'Intérieur et à la Sécurité. Les propositions restantes portent sur des sujets liés à la Santé (18%), aux Entreprises publiques et privées (13%) et à la Mobilité et aux Transports (9%).

Exposer le contenu de chacune de mes activités de manière exhaustive ne pourrait qu'ennuyer le lecteur de ces lignes. C'est pourquoi je me contenterai de m'épancher sur certaines de mes interventions et actions qui, me semble-t-il, relèvent d'une importance majeure pour mes concitoyens. Je souhaite néanmoins souligner qu'un tableau récapitulatif de mes questions, interpellations et propositions se trouve joint au présent texte et que celles-ci sont disponibles dans

leur intégralité sur la page du site internet de la Chambre qui m'est dédiée, accessible ci-dessous :

[https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?
section=/depute&language=fr&cfm=cvview54.cfm?key=06682&lactivity=55](https://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/depute&language=fr&cfm=cvview54.cfm?key=06682&lactivity=55)

I. Thématiques

1. Energie, Environnement, Climat

Les questions énergétiques, environnementales et climatiques – ai-je besoin de la mentionner ? – sont aujourd'hui centrales dans nos sociétés. Il ne fait aucun doute que la gestion actuelle de ces questions impactera le monde qui sera le nôtre dans plusieurs décennies. L'histoire nous montre que, du manque de considération accordée aux modes de production d'énergie durable et aux conséquences environnementales et climatiques des activités humaines, a émergé le risque de crise écologique globale qui nous guette actuellement. Les scientifiques sont formels : si nous reproduisons les erreurs de nos prédécesseurs, nous ne parlerons bientôt plus de risque, mais d'état de fait.

Conscient des responsabilités attachées à la fonction de Député, membre actif de la Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat, j'ai souhaité adresser un certain nombre de questions à Marie-Christine Marghem, Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable portant notamment sur

- ↳ Le rejet de produits pharmaceutiques dans les cours d'eau et ses effets sur l'environnement et la biodiversité ;
- ↳ Les dangers des substances chimiques dites dites perfluorées et polyfluorées (PFAS) sur l'environnement et sur la santé humaine
- ↳ L'abatage illégal de bois au Gabon par une entreprise chinoise et son importation en Belgique via le port d'Anvers ;
- ↳ La position de la Belgique lors de la conférence mondiale de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;
- ↳ Les désaccords entre la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) et Elia relatifs à l'objectif des capacités de production d'électricité à atteindre pour pallier la sortie du nucléaire en 2025 ;
- ↳ La pollution liée aux substances perfluorées.

Certaines questions ont concerné les ambitions affichées par notre pays en matière de transition énergétique et de développement de modes de production d'énergie durable. Engagée sur la voie de la neutralité carbone à l'horizon 2050, la Belgique a déposé, le 31 décembre 2019, à la Commission

européenne son plan national énergie et climat (PNEC) relatif à la période 2021-230. Si le projet de plan datant du 31 décembre 2018 avait de quoi décevoir, que dire alors du PNEC final ! À plusieurs égards, celui-ci se montre moins ambitieux que celui de nos voisins européens et – pire encore – moins ambitieux que le projet de plan. Le rapport du Climate Action Network Europe (CAN Europe) a par ailleurs révélé que le plan de notre pays ne lui permettait pas de prendre activement part aux ambitions climatiques européennes de 2050. Aussi ai-je entrepris, à plusieurs reprises, de confronter le gouvernement actuel à ses *propres manquements sur les sujets de la transition énergétique et de la production d'énergie renouvelable*.

Comme évoqué, les activités humaines – ou, devrais-je préciser, certaines activités humaines –, ont un impact sur l'environnement. Cet impact ne va pas sans affecter notre santé à tous. La surproduction de matière plastique, par exemple, entraîne un phénomène de pollution majeur lié à leur rejet dans les océans et les cours d'eau. En se désagréant, ces matières libèrent quantité de particules de microplastiques, lesquelles contaminent la faune et la flore des écosystèmes aquatiques et se retrouvent, par voie de conséquence, dans l'organisme humain. La Commission européenne a estimé qu'entre 75 000 et 300 000 tonnes de microplastiques étaient libérées dans l'environnement chaque année dans l'Union européenne. Une partie d'entre elles sont intégrées à la chaîne alimentaire, en raison de leur absorption par le plancton, les moules et les poissons et de leur immiscion dans les réserves d'eau potable. Une étude de l'université de Newcastle a démontré que l'être humain ingère environ 2000 particules de microplastiques par semaine, soit 5 grammes, l'équivalent d'une carte de crédit. Plusieurs études révèlent également que l'ingestion et l'accumulation de particules de plastique fragmenté dans le corps humain pouvaient avoir un effet néfaste sur la santé et, entre autres, favoriser l'apparition de cancers. Considérant cela, *j'ai décidé de participer à la réalisation de plusieurs propositions de loi ayant pour objet l'interdiction de l'usage de certains produits en matières plastiques et, notamment, de produits non réutilisables (entre autres, les produits cosmétiques comportant des particules plastiques solides, les sacs plastiques à usage unique)*. Je tiens également à souligner ma participation à plusieurs propositions de loi et de résolution visant à réduire ou à interdire l'utilisation de différentes sortes de produits affectant de manière négative l'environnement, la biodiversité et la santé humaine (les biocides et les produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes, ou encore les produits herbicides à base de glyphosate).

2. Intérieur, sécurité, migration et matières administratives

Garantir à notre population des services de sécurité efficaces relève pour moi d'une nécessité fondamentale. Durant cette année parlementaire, j'ai pu travailler, en collaboration avec *les services de police et de secours de la zone du Val d'Escaut, d'Estaimpuis et de Tournai*, à la rédaction de nombreuses questions, interpellations et propositions visant, d'une part, l'amélioration du fonctionnement de la police locale et des zones de secours et, d'autre part, la protection de leurs membres. Je me suis notamment adressé à Pieter De Crem, Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce Extérieur, pour l'interroger sur les sujets suivants :

- ↳ Le non-reversement des cotisations dues aux agents du cadre administratif de la police bénéficiant d'une rémunération de compétences sur laquelle sont prélevées des cotisations sociales ;
- ↳ Le retard de versement des régimes de non-activité préalable à la pension des employés des services de police ;
- ↳ La possible annulation des formations continues de professionnalisation des pompiers en raison de leur empiètement sur le temps de travail volontaire et sur le temps dévoué à leur emploi ;
- ↳ Les agressions subies par les pompiers dans l'exercice de leurs fonctions et les formations organisées à leur intention ;
- ↳ Le renforcement du processus HyCap de soutien en personnel des services de police locale par les services de police fédéraux ;
- ↳ Les délits et trafics de stupéfiants observés à la frontière franco-belge de Wallonie picarde ;
- ↳ L'amélioration de la collaboration entre les services de police belges et français.

J'ai également œuvré à la rédaction d'une proposition de résolution portant sur la réforme de la protection civile et, en particulier, des services incendie. Celle-ci, promulguée par la loi du 15 mai 2007, a mené à la création des zones de secours telles que nous les connaissons actuellement, c'est-à-dire, à la création de services de secours se voulant plus efficaces, dotés de plus grandes capacités d'intervention et couvrant une parcelle de territoire plus large. Cette année, il a été établi que le passage des services incendie en zones de secours a, de manière générale, répondu aux

objectifs d'amélioration du service espérés. Toutefois, les treize dernières années ont révélé certains aspects du fonctionnement des zones de secours nécessitant d'être améliorés, aspects relatifs au financement, à l'organisation du recrutement, la suppression de plusieurs casernes et l'état de certaines infrastructures. La résolution que j'ai pu défendre à la Chambre entendait favoriser la reconnaissance du caractère problématique de ces différents aspects auprès du Gouvernement fédéral et lui soumettait pas moins de six mesures visant leur résolution. J'ai pu me réjouir de constater que cette résolution a été approuvée en séance plénière, ce qui constitue une première étape décisive en vue de sa réalisation. ***Ceci souligne cette qualité du rôle de Député et, à plus forte raison, celle de Député-Bourgmestre, à savoir la possibilité qui lui est attachée de favoriser la reconnaissance de préoccupations locales au niveau national.***

Le rôle de Député, membre actif de la Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives m'a permis de m'opposer aux tendances électoralistes voire, n'ayons pas peur des mots, populistes qui gagnent aujourd'hui notre monde politique. Le 6 juin 2020, cinq Députés NV-A ont déposé une proposition de résolution « visant à améliorer la sécurité dans et aux abords des domaines récréatifs et des piscines en plein air ». Présentée comme devant « apport[er] une solution structurelle aux nuisances auxquelles les domaines récréatifs et les piscines en plein air sont confrontés depuis plusieurs décennies », cette proposition de résolution a pour but la mise en place d'un cadre législatif permettant l'exclusion de l'ensemble des domaines récréatifs et des piscines en plein air des personnes ayant été exclues de l'un d'entre eux ou de l'une d'entre elles. Concrètement, ce cadre législatif légitimerait l'usage de « listes noires », consultables par l'ensemble des exploitants répertoriant chacune des personnes ayant été au moins une fois exclues de l'un de ces espaces de jeu et de détente. Cette proposition fait écho aux goûts d'une certaine presse néerlandophone ne rechignant pas à attiser les plus bas instincts et à susciter les réactions les moins réfléchies de nos concitoyens en montant en épingle certains « événements » politiques. Bien sûr, l'ordre, le respect et le savoir-vivre sont aspects de notre vie en communauté qu'il nous faut chérir. Bien sûr, les tenanciers d'espaces récréatifs et de piscines en plein air ont le droit d'imposer des règles de bonne conduite au sein de leur établissement et, ajouterai-je, le devoir de garantir la sécurité des personnes le côtoyant. Faut-il pour autant passer par un cadre légal pour cela ? Je me répète : le tenancier de l'un de ces établissements a pleinement le droit de mettre en place un règlement d'ordre intérieur. La législation sur le gardiennage leur autorise la mise en place de moyens leur permettant de le faire appliquer. Les tenanciers ont également la possibilité de communiquer entre eux et de se conseiller les uns les autres sur les mesures à adopter. Encore une fois, pourquoi passer par un cadre légal pour cela ? Sur le principe, la réalisation systématique de « liste noire » reviendrait favoriser la mise en place d'un système de « fichage » des personnes pour

des fautes de comportement allant des plus ténues aux plus graves. Or, pour ces dernières, nous avons déjà un système efficace : le casier judiciaire.

Si l'interpellation que je viens de résumer peut sembler quelque peu anecdotique, elle illustre néanmoins l'une des tâches primordiales de mon travail de Député : celle de *protéger les acquis fondamentaux de l'être humain*, comme le droit au respect de la vie privée, contre des propositions ayant pour conséquence leur fragilisation.

3. Crise liée au COVID-19

Ces derniers mois, mes actions parlementaires ont concerné deux aspects de la crise sanitaire et économique causée par la pandémie de coronavirus : premièrement, différents problèmes et difficultés survenus durant le confinement ; deuxièmement, les conséquences néfastes de la crise sur le long terme. Au sujet de ce premier point, j'ai pu poser une série de questions au Ministre Pieter De Crem portant entre autres sur :

- ↳ Les conditions de légalité des visites policières durant la période de confinement eu égard à la protection du domicile privé ;
- ↳ La situation psychosociale des policiers impliqués dans la gestion de la crise ;
- ↳ Les effets de la pollution atmosphérique sur l'état de santé des personnes atteintes du COVID-19.

Nous l'avons observé, la lutte contre le COVID-19 a fortement affecté le monde du travail et de l'économie. Les mesures de distanciation sociale et de confinement promulguées par le gouvernement ont entraîné une diminution, voire la cessation, des activités de nombreuses entreprises. Cette situation a eu des conséquences financières plus que préoccupantes sur tout un pan de la population belge : les gérants d'établissements appartenant au secteur de l'HORECA, de commerces jugés non essentiels, les personnes se trouvant en situation d'incapacité de travail pour des raisons de santé ou encore les nombreux employés et travailleurs subissant une mise au chômage partiel ou complet. Un nombre conséquent de ménages ont été confrontés à une diminution conséquente de leurs revenus et leur pouvoir d'achat – diminution qu'il n'ont pu anticiper. Le paiement du loyer, de l'alimentation, du crédit à la consommation, de l'énergie est pour beaucoup devenu une source de préoccupation de premier ordre. Cette situation m'a poussé à m'engager pour la mise en œuvre de mesure visant à soutenir les ménages et à éviter qu'une grande partie d'entre eux ne bascule dans la précarité et la pauvreté. Aussi ai-je participé à la rédaction d'une ***proposition de loi consistant à étendre le tarif social de l'électricité et du gaz aux personnes qui subissent les conséquences économiques du COVID-19, soit aux travailleurs, aux salariés en situation de chômage temporaire ou complet, aux travailleurs indépendants bénéficiant de l'extension du droit passerelle et les personnes reconnues en état d'incapacité de travail***. Mes efforts, associées à ceux des autres membres du groupe PS de la Chambre, ont porté leurs fruits : notre proposition a été adoptée lors d'un vote d'urgence réalisée trois jours après son dépôt. Grâce à

cette proposition, bon nombre de nos concitoyens, touchés lourdement par la crise, n'ont pas dû subir un prix de l'énergie disproportionné au vu de la diminution de leurs revenus.

Concernant le second point, à savoir les conséquences néfastes de la crise du coronavirus sur notre avenir, plusieurs de mes questions ont porté sur les phénomènes de pollution environnementale qui lui sont attachés. Nous avons, par exemple, constaté qu'une quantité importante de dispositifs sanitaires à usage unique composés de matières plastiques (gants, flacons de gel hydroalcoolique, masques) avait été rejetée dans la nature. Le rejet de ces produits de santé participe au phénomène mondial de pollution par le plastique, dont j'ai souligné plus haut les effets néfastes sur la santé humaine. Ceci m'a poussé à interroger la Ministre Marie-Christine Marghem sur les éventuelles mesures pouvant être mises en place pour freiner ces nuisances environnementales liées à la lutte contre le COVID-19.

Si certains effets de la crise sur l'environnement sont dès à présent visibles, d'autres ne le seront que dans quelques mois, quelques années, voire quelques décennies. Au sortir du confinement, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), a publié un rapport spécial sur la reprise économique durable d'après crise économique COVID-19. Les auteurs de ce rapport mentionnent qu'en raison de la diminution des activités économiques, les mois de mars et avril 2020 ont connu une forte baisse des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) – le taux de CO₂ dans l'air ayant même été réduit de 17% en avril 2020. Toutefois, ceux-ci rappellent que les politiques de relance survenues à la suite des crises économiques de ces dernières décennies ont favorisé une importante augmentation de la pollution carbonique mondiale. Après la crise de 2008, par exemple, la plus forte augmentation du taux de CO₂ dans l'air jamais enregistrée a été constatée. Certains signes avant-coureurs - comme le fait que, depuis la fin du mois d'avril 2020, le taux moyen mondial de dioxyde de carbone dans l'air dépasse de 5% celui calculé sur l'année 2019 – laissent penser que cette tendance pourrait se répéter. Le rapport de l'AIE entend prévenir la résurgence de ce phénomène en proposant une série de mesures de relance réalistes visant à stimuler la croissance économique et l'emploi, tout en favorisant le développement de modes de production énergétique durables et la réalisation des objectifs climatiques qui sont ceux stipulés par les accords de Paris. Ayant pris connaissance du contenu de ce rapport, j'ai entrepris de questionner la Ministre Marie-Christine Marghem de manière constructive à son sujet. ***Ce questionnaire illustre dès à présent l'attention que je porte et que je compte porter aux politiques de sortie de crise des gouvernements actuels et futurs en matière de production d'énergie durable et de protection de l'environnement.***

4. Benelux

Mon travail en tant que membre effectif du Conseil Interparlementaire consultatif du Benelux a consisté en un grand nombre d'interpellations, réalisées lors de débats portant sur des sujets relatifs à des secteurs d'activité très variés. La rédaction de certaines de ces interventions a nécessité que je parte à la rencontre des personnes qui encadrent ces secteurs d'activité. Dans le cadre des préparations au débat portant sur la question de la sécurité dans l'organisation du monde du football professionnel, il m'a été donné d'effectuer des visites de travail dans les stades de clubs belges, allemands et français : celui du Royal Antwerp Football Club (Bosuilstadion), du Ballspielverein Borussia Dortmund 09 (Stadion im Borussia-Park) et du Lille Olympique Sporting Club (Stade Pierre Maurois). Ces visites m'ont permis de prendre connaissance des différentes mesures de sécurité et de lutte contre le racisme observées par les membres du personnel d'encadrement des spectateurs de différents pays intégrés au Benelux et de les comparer avec ceux de pays limitrophes. En Belgique, la loi football du 21 décembre 1998 régit principalement la sécurité dans les stades. En cas de débordements, les policiers présents ont la possibilité de dresser un procès-verbal destiné à être transmis au Procureur du Roi et à la Cellule football du SPF Intérieur. Dans la grande majorité des cas, cette dernière prend en charge le dossier et applique les sanctions, allant de l'amende à l'interdiction de stade. À Anvers, j'ai pu rencontrer plusieurs responsables néerlandais de l'organisation de la sécurité de stades de football, lesquels m'ont présenté les mesures appliquées aux Pays-Bas. Chez nos voisins, la quasi-intégralité des interdictions de stade est prononcée par les clubs eux-mêmes. Conséquence de cela : l'interdiction de se rendre dans un stade imposée à un spectateur ne peut le contraindre à ne pouvoir suivre une rencontre dans un autre stade du royaume. Ce point de distinction entre la Belgique et les Pays-Bas est problématique à plus d'un titre, notamment si le projet de *Beneleague* venait à se réaliser. *M'appuyant sur les informations obtenues lors de mes visites de travail chez nos voisins allemands et français, j'ai pu soulever des propositions visant à favoriser une plus grande cohérence entre les mesures de sécurité dans les stades appliquées au sein des pays du Benelux* (notamment la mise en place de procédures transfrontalières et la création d'une database commune).

II. Tableaux récapitulatifs:

1. Questions et interventions

1.1. Questions orales

1.1.1. Posées en séance plénière

Date	Sujet	Adressée à
03/10/19	La position de l'AFSCA sur les conséquences du nuage de Rouen pour la sécurité alimentaire	Denis Ducarme, Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale, chargé des Grandes villes
20/02/20	Les portiques de sécurité de l'aéroport de Bruxelles-National	Pieter De Crem, Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé du Commerce Extérieur

1.1.2. Posées en Commission de l'Energie, de l'Environnement et du Climat

Adressées à Marie-Christine Marghem, Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable

Date	Sujet
15/07/19	Le suivi du développement de l'éolien offshore
18/09/19	Le rapport du Bureau fédéral du Plan sur les objectifs belges de développement durable
16/10/19	Le trafic de bois illégal
16/10/19	Les conclusions de la conférence de la CITES
15/01/20	La présence de résidus pharmaceutiques dans les eaux
11/02/20	Le Fonds de transition équitable
15/04/20	La nomination du nouveau comité de direction de la CREG
12/06/20	La pollution liée aux dispositifs sanitaires utilisés dans la lutte contre le COVID-19
30/06/20	Le rapport du CAN Europe
30/06/20	Le rapport sur la reprise économique durable de l'Agence internationale de l'énergie
30/06/20	L'exonération des entreprises à forte consommation énergétique
15/07/20	L'augmentation des déchets électroniques
15/07/20	La problématique des PFAS

Adressée au Ministre Denis Ducarme

Date	Sujet
05/02/20	Le refus de l'Union européenne concernant le système d'autorisation des pesticides

1.1.3. Posées en Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives

Adressées au Ministre à Pieter De Crem

Date	Sujet
09/10/19	Les crimes et délits attribués à l'extrême droite
09/10/19	Le retard dans le versement des subsides liés à la NAPAP
23/10/19	La pension des CALog
23/10/19	Les suicides au sein de la police
23/10/19	Les exigences de formation des pompiers au regard de la charge de travail
23/10/19	La présidence du SPF Intérieur
23/10/19	Les agressions envers les pompiers dans l'exercice de leurs fonctions
13/11/19	Le mécanisme HyCap et le recrutement du personnel policier
22/01/20	Les plans stratégiques de sécurité et de prévention
08/04/20	Le coronavirus et la protection du domicile privé
22/04/20	Le bénéfice de l'assistance juridique pour les policiers dans l'exercice de leurs fonctions
22/04/20	Le vote en ligne
05/05/20	L'état des lieux des entrées dans les domiciles
05/05/20	La situation psychosociale à la police dans le cadre de la lutte contre le COVID-19
26/05/20	L'application de l'arrêté royal du 22 avril 2020 en ce qui concerne le SPF Intérieur
10/06/20	Les procédures disciplinaires dans le cadre de faits de harcèlement au sein de la police
10/06/20	Les stress teams et personnes de confiance à la police dans la lutte contre le harcèlement
30/06/20	Le récent rapport de l'observatoire des violences policières Police Watch
14/07/20	Les délits constatés à la frontière franco-belge de Wallonie picarde durant le confinement
14/07/20	Les délits d'incendie de voiture dans les régions transfrontalières de Wallonie picarde
14/07/20	Les conditions de confection des uniformes de la police belge
14/07/20	Les lecteurs de carte d'identité électronique
14/07/20	Les équipements que le SPF Intérieur destine aux zones de police locales
14/07/20	Le trafic de stupéfiants dans la zone frontalière Wallonie Picarde

Adressées à David Clarinval, Vice-Premier ministre et ministre du Budget et de la Fonction publique, chargé de la Loterie nationale et de la Politique scientifique

Date	Sujet
14/07/20	L'accès aux services publics en ligne
14/07/20	La mise hors service des sites internet des administrations fédérales

Adressée à Sophie Wilmès, Première Ministre

Date	Sujet
30/03/20	La part de la Belgique dans le Fonds de transition équitable européen

1.1.4. Posée en Commission de la Santé et de l'Egalité des chances

Adressée au Ministre Denis Ducarme

Date	Sujet
21/04/20	Les normes de contrôle des marchands et engraisseurs de chevaux

1.1.5. Posée en Commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales

Adressée à François Bellot, Ministre de la Mobilité, chargé de Skeyes et de la Société nationale des chemins de fer belges

Date	Sujet
01/07/20	La ponctualité des trains et l'augmentation des tarifs de la SNCB

1.1.6. Posée en Commission chargée du contrôle de la mise en œuvre des lois du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19

Adressée au Ministre Pieter De Crem

Date	Sujet
14/04/20	Le coronavirus et les sanctions administratives communales

1.2. Questions écrites

Adressées au Ministre De Crem

Date	Sujet
25/10/19	Les formations de base dispensées dans les écoles de police

Adressées à la Ministre Marie-Christine Marghem

Date	Sujet
22/04/20	Les effets de la pollution atmosphérique sur la mortalité due au COVID-19
22/04/20	Nomination du nouveau comité de direction de la CREG

Adressées à Philippe De Backer, Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord

Date	Sujet
15/01/20	Déchets en mer du Nord
15/04/20	Le contrat d'exploitation de la société DEME-GSR

Adressée à Maggie de Block, Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration

Date	Sujet
12/02/20	La présence de résidus pharmaceutiques dans les eaux et la consommation d'antibiotiques

Adressée à David Clarinval

Date	Sujet
08/01/20	La direction du SPF BOSA

1.3. Interventions lors d'auditions parlementaires

Date	Sujet
03/12/19	Budget et note de politique générale de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) pour l'année 2020
27/01/20	L'évaluation de la réforme de la sécurité civile

1.4. Exposés et interventions dans les débats

Date	Sujet
25/11/19	Proposition de résolution concernant les priorités de la Belgique lors de la Conférence Climat (COP 25) à Santiago en décembre 2019
29/10/19	La mise en œuvre du mécanisme de rémunération de capacité pour le marché de l'électricité
25/05/20	Proposition de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, en vue de mieux protéger les PME
03/12/19	Budget et note de politique générale de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) pour l'année 2020
02/03/20	Proposition de résolution demandant le déblocage de l'indexation des montants annuels destinés au Fonds Gaz et Électricité, demandant une révision tant de la hauteur que du mécanisme d'indexation de ces mêmes montants ainsi qu'une révision du mode de financement de ce Fonds

2. Propositions de loi, de résolution et d'amendement

2.1. Propositions de loi

Date	Intitulé
09/07/19	Proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mai 2015 relatives à l'exercice des professions des soins de santé, afin de permettre la distribution de moyens de contraception d'urgence et non susceptibles de présenter un danger pour la santé par des organismes agréés
16/07/19	Proposition de loi-cadre instaurant un marché réglementé du cannabis
16/07/19	Proposition de loi modifiant l'article 148decies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques
16/07/19	Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs afin d'interdire l'usage des produits en plastique oxodégradable et de certains autres à usage unique
16/07/19	Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines en vue d'interdire la vente à domicile de contrats d'énergie aux particuliers et aux indépendants
16/07/19	Proposition de loi permettant l'échange d'une plaque d'immatriculation contre un abonnement SNCB
16/07/19	Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à accorder une réduction d'impôt à l'achat d'une bicyclette ou d'une bicyclette électrique
16/07/19	Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs afin d'interdire l'usage des produits en plastique oxodégradable et de certains autres à usage unique
19/07/19	Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée et à soutenir l'économie de la réparation
05/09/19	Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement, de la santé et des travailleurs
28/01/20	Proposition de loi visant à interdire la mise sur le marché des biocides et des produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes
04/02/20	Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en vue d'améliorer le fonctionnement des zones de secours
11/03/20	Proposition de loi visant à réglementer les contrats dans le secteur du fitness
27/04/20	Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue d'étendre le tarif social aux personnes qui subissent les

	conséquences économiques du COVID-19
20/05/20	Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue de rétablir le mécanisme du filet de sécurité

2.2. Propositions de résolution et d'amendement

Date	Intitulé
09/07/19	Proposition de résolution visant à lier le salaire variable des dirigeants des entreprises publiques autonomes à la réalisation d'objectifs qualitatifs en matière de missions de service public
09/07/19	Proposition de résolution visant à mettre en œuvre une stratégie concertée de suppression du glyphosate
09/07/19	Proposition de résolution visant à actualiser la norme KUL de manière équilibrée et en fonction des besoins réels des zones de police
09/07/19	Proposition de résolution visant à reconnaître le droit à l'intégrité physique des mineurs intersexes
09/07/19	Proposition de résolution visant à reconnaître et à encadrer la pratique de l'ostéopathie
16/07/19	Proposition de résolution visant à instaurer l'étiquetage environnemental et l'étiquetage social des services et des produits de consommation
16/07/19	Proposition de résolution relative au secteur "textile et habillement" du Plan d'action national "Entreprises et Droits de l'homme"
19/07/19	Proposition de résolution visant à soutenir le transport international ferroviaire de voyageurs au niveau européen
05/09/19	Proposition de résolution visant à permettre un meilleur accompagnement du deuil périnatal
10/10/19	Proposition de résolution concernant la prise en charge du sport sur ordonnance
19/11/19	Amendement relatif à la proposition de résolution concernant les priorités de la Belgique lors de la Conférence Climat (COP 25) à Madrid en décembre 2019
05/02/20	Proposition de résolution visant à suivre l'exemple du Parlement européen en déclarant l'état d'urgence climatique et environnementale et à entreprendre par conséquent des actions immédiates
19/02/20	Proposition de résolution relative à l'évaluation des réformes de la sécurité civile, en ce compris la réforme de la protection civile
04/03/20	Proposition de résolution visant à revoir les conditions du don de sang des personnes en raison de leur orientation sexuelle
13/03/20	Amendement relatif au projet de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue de mieux protéger les PME

28/04/20	Proposition de résolution visant à mettre en place, en partenariat avec les officines pharmaceutiques, un dispositif d'alerte spécifique pour les personnes victimes de violences intrafamiliales
----------	---

2.3. Projet de loi

Date	Intitulé
23/09/19	Projet de loi visant à flouter les images d'établissements nucléaires et sensibles et à limiter la prise ou la diffusion de photographies aériennes de ces établissements dans l'intérêt de la sécurité publique

3. Travail en tant que rapporteur

Date(s)	Sujet
15/10/19	Proposition de loi visant à optimiser la lutte contre les mariages et les cohabitations légales de complaisance ainsi que les reconnaissances frauduleuses
23/10/19	Proposition de résolution relative à l'élaboration d'un Plan national Énergie-Climat 2021-2030 à la hauteur des ambitions exprimées par la Belgique
06/11/19 20/11/19	Proposition de résolution relative au financement belge de la lutte contre le changement climatique
05/03/20	Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 2006 relative à la détention des stocks obligatoires de pétrole et des produits pétroliers et à la création d'une agence pour la gestion d'une partie de ces stocks et modifiant la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et aux contrôles des produits soumis à accises et la loi du 13 juillet 1976 portant approbation de l'Accord relatif à un programme international de l'énergie, et de l'Annexe, fait à Paris le 18 novembre 1974
08/06/20	Le rapport emploi-compétitivité 2018-2019 du Conseil central de l'économie - volet énergie et climat